



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Tensions internationales au sujet du Groenland

Question au Gouvernement n° 1189

Texte de la question

TENSIONS INTERNATIONALES AU SUJET DU GROENLAND

Mme la présidente . La parole est à M. Paul Christophe.

M. Paul Christophe . Le Groenland n'est pas à vendre – encore moins à prendre – pas plus que la France et ses partenaires européens. Les États-Unis semblent pourtant l'avoir oublié : sans même avancer une quelconque excuse morale, l'impérialisme américain fait son grand retour. Danemark, Canada, Venezuela : il apparaît très vite que les alliances comptent moins que les intérêts, le droit moins que la force.

L'ombre de l'aigle américain cherchant à repérer sa prochaine proie plane désormais sur le monde. Notre allié se comporte en prédateur et n'attend qu'une faiblesse de notre part pour attaquer.

Au sortir de la seconde guerre mondiale, l'Europe était abîmée par les épreuves qu'elle avait traversées dans sa chair et sur ses terres. À l'époque, elle ne souhaitait pas devenir une puissance armée, mais seulement construire un espace commercial suffisant pour lui offrir prospérité et paix.

La loi du plus fort, elle, n'a jamais disparu. Vous ne trouverez dans nos rangs aucune forme de naïveté sur la réalité de ce monde et de sa violence. Si nous ne changeons pas la donne, l'Europe sera faible dans le monde et la France faible dans l'Europe.

Nous refusons de voir notre pays relégué au rang de simple commentateur. Redressons-nous ! Soyons fiers de qui nous sommes, défendons nos valeurs et nos intérêts !

L'Europe est belle quand elle est unie. Elle peut encore être notre force, si nous le décidons.

Il nous revient de nous ressaisir, ou le monde le fera à notre place.

Pour la souveraineté européenne, la France doit être à l'initiative. Comment le gouvernement compte-t-il renforcer l'autonomie stratégique de l'Europe et de la France ?

Mme la présidente . La parole est à M. le premier ministre.

M. Sébastien Lecornu, premier ministre . Au sujet du Groenland, le ministre de l'Europe et des affaires étrangères s'est déjà exprimé, tout comme le président de la République. Pour répondre à votre question, je dirai que si certaines choses ne sont pas nouvelles, des ruptures se dessinent sous nos yeux.

Ce qui n'est pas nouveau, c'est évidemment la place du Groenland dans la géopolitique mondiale, depuis le début de la guerre froide : des forces américaines y ont été positionnées et un radar d'alerte avancée y a été installé, pour apprécier la dissuasion d'un autre pays, celui-là plus à l'Est.

En outre, par sa position sur le globe terrestre, le Groenland se trouve dans la trajectoire de missiles intercontinentaux. En fait, toutes les puissances dotées ont toujours porté une attention soutenue à cette région, dont le caractère sensible est bien connu.

Avant même que naissent les dernières tensions et que le président Trump entre en fonction, Alice Rufo, dans ses fonctions précédentes, et moi-même, alors ministre des armées, avions dessiné une stratégie arctique. Au-delà de la situation du Groenland, c'est la liberté de circulation dans les régions polaires qui est décisive, tant sur le plan énergétique que sur celui des nouvelles routes maritimes. On le voit bien : ces zones ne manqueront pas de revenir au cœur des tensions géopolitiques.

Depuis la guerre froide, durant laquelle certaines tentatives étaient régulées et le droit international parvenait à normer les relations entre blocs, y compris dans l'espace, une rupture s'est produite. L'intérêt de la puissance russe pour le Groenland est avéré, comme celui, plus économique, de la puissance chinoise. Il est clair que les intentions de l'administration Trump sont sérieuses. Elles doivent être considérées comme telles et nous ne devons pas sous-estimer la parole du président américain.

Dans cette situation, la diplomatie française se positionne dans une pleine solidarité avec le Danemark et les autorités légitimes du Groenland. Je rappelle à ceux qui pourraient être fascinés par la force et les épreuves de force que défendre la souveraineté des autres pays, c'est contribuer à la protection de notre propre souveraineté. Le Groenland est un PTOM - un pays et territoire d'outre-mer, dans le jargon européen - et la France aussi a les siens. Nous ne voulons pour rien au monde voir la souveraineté d'autres pays remise en cause, car nous n'accepterions pas que celle de la France sur ses propres territoires le soit. *(Applaudissements sur les bancs des groupes EPR, DR, Dem et HOR ainsi que sur quelques bancs du groupe LIOT.)*

Cela étant, pour répondre à la deuxième partie de votre propos, nous devons nous poser les bonnes questions quant à notre autonomie stratégique. Heureusement, les grands anciens ont pourvu au nécessaire. C'est notre héritage gaulliste – il faudrait d'ailleurs dire gaullo-mitterrandien.

M. Pierre Cordier . N'oubliez pas Valéry Giscard d'Estaing !

M. Sébastien Lecornu, *premier ministre* . Depuis les années 1960, nous défendons tout ce qui participe de notre autonomie stratégique : notre autonomie militaire, notre propre industrie de défense, une dissuasion complètement autonome. Tout cela coûte cher. C'est pourquoi le défi, que nous avons su relever, consistant à tout produire, tout développer, tout innover sur le territoire national, est aussi un défi budgétaire. La question du budget militaire a d'ailleurs fait l'objet d'un débat, suivi d'un vote, que nous avons organisé au mois de décembre en application de l'article 50-1 de la Constitution.

Mme Christine Arrighi . Et le budget de la recherche ?

M. Sébastien Lecornu, *premier ministre* . À ce propos, nous devons aussi faire en sorte de vite inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée puis du Sénat la mise à jour de la programmation militaire, mais aussi de vite doter la France d'un budget – nous y reviendrons lors de l'examen des motions de censure, après les questions au gouvernement. Dans le dérèglement international que nous connaissons, ce n'est pas un slogan ! *(Applaudissements sur les bancs des groupes EPR, Dem et HOR. – Mme Stella Dupont applaudit également.)* Doter rapidement la France d'un budget, c'est aussi envoyer un signal, soit de force, soit de faiblesse, non seulement à nos compétiteurs, mais aussi à nos alliés.

Au-delà des sujets militaires, la deuxième question, peut-être plus complexe, nécessitera un réveil européen dont je crains qu'il ne soit quelque peu brutal pour certaines capitales, tant leur schéma transatlantique ne s'est pas inspiré du général de Gaulle – chacun son histoire, mais tous devront bientôt se rendre à l'évidence : je pense à l'autonomie stratégique en matière d'agriculture, d'alimentation, d'énergie, mais aussi de culture et de numérique. Un agenda européen existe, et la France y a d'ailleurs beaucoup contribué ces dernières années, mais son rythme d'exécution ne convient pas du tout. Nous devons accélérer, faute de quoi les annonces resteront lettre morte et nous serons spectateurs des évolutions du monde.

Voulons-nous de cette autonomie pour nous-même ? Tout le monde la demande sur chacun des bancs, mais lorsqu'il s'agit de se montrer unis, de témoigner d'une volonté commune, les divisions politiques intérieures qui nous animent reprennent le dessus. Nous avons tout le loisir de nous chamailler ou de contester idéologiquement les orientations décidées pour la nation sur une foule de thèmes, mais...

M. Louis Boyard . Que ferez-vous si les États-Unis envahissent le Groenland ?

M. Sébastien Lecornu, *premier ministre*si nous ne sommes pas capables, comme d'autres l'ont été dans les années 1960, de nous unir, et de désirer cette union, nous n'y arriverons pas.

Ces questions se poseront dans les jours et les semaines, mais aussi dans les mois et les années qui viennent, puisqu'elles seront au cœur de la campagne présidentielle à venir. Cela démarre maintenant !
(*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR, Dem et HOR.*)

M. Pierre Cordier . On a compris que Sébastien Lecornu était candidat à l'élection présidentielle à partir d'aujourd'hui ! Il vient de l'annoncer ! (*Sourires.*)

Données clés

Auteur : [M. Paul Christophe](#)

Circonscription : Nord (14^e circonscription) - Horizons & Indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1189

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 15 janvier 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 15 janvier 2026